Éditorial*

Le Mozambique semble lentement émerger d'une période postélectorale contestée et traumatisante, marquée par la violence. Les principaux partis politiques ont signé un accord de collaboration afin de réformer le système politique, et le président Daniel Chapo a rencontré le candidat indépendant à la présidence, Venâncio Mondlane. De nombreux Mozambicains demeurent profondément déçus de l'issue du processus électoral, mais cette rencontre a largement été perçue comme un signe positif et porteur d'espoir. Entre-temps, Venâncio Mondlane, le candidat à la présidence qui avait appelé à manifester, a déposé une demande d'enregistrement officiel de son parti politique. Lors des élections, Mondlane s'est allié à un petit parti, le Partido Otimista pelo Desenvolvimento de Moçambique (PODEMOS), mais cette alliance a été rompue à la suite des désaccords sur le recours à la violence comme moyen de pression sur le gouvernement pour l'annulation des résultats des élections, ou la formation d'un gouvernement d'union nationale.

Sous la direction du Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO), un mouvement révolutionnaire très respecté pour son rejet de tout accord néocolonial avec le Portugal, le Mozambique a une histoire post-indépendance globalement tumultueuse. Cette position a valu au FRELIMO un grand respect, notamment dans un contexte de désillusion généralisée face aux conséquences de l'indépendance dans la plupart des autres pays d'Afrique.

Après son accession à l'indépendance en 1975 et sous la direction du FRELIMO, alors dirigé par Samora Machel, le pays a instauré un État socialiste à parti unique. De 1977 à 1992, le Mozambique a connu l'une des guerres civiles les plus sanglantes d'Afrique. Le conflit entre le FRELIMO et la Resistência Nacional Moçambicana (RENAMO), un groupe rebelle créé et soutenu par la Rhodésie, puis par l'Afrique du Sud de l'apartheid, a eu des conséquences dévastatrices pour le pays. Des centaines de milliers de Mozambicains ont été tués, mutilés ou contraints de se réfugier dans les pays voisins. Samora Machel, premier président du Mozambique, l'une des plus illustres victimes de la guerre, a trouvé la mort, en 1986, dans un mystérieux accident d'avion. Son successeur, Joaquim Chissano, a été confronté au double défi de mener, sur plusieurs fronts, une guerre contre la déstabilisation et de guider le pays dans une douloureuse période d'ajustement structurel. Les réformes engagées avaient pour objectif de sortir le Mozambique de la sphère d'influence soviétique et de l'intégrer dans l'économie mondiale de marché. En 1992, Chissano a conclu un accord de paix avec son homologue de la RENAMO, Afonso Dhlakama, dans le cadre des Accords généraux de paix de Rome, qui ont ouvert la voie, en 1994, aux premières élections multipartites du Mozambique.

Ce fut le début d'une période de transition démocratique, quoique marquée par l'instabilité politique. Joaquim Chissano a remporté les premières élections multipartites de 1994, en battant Afonso Dhlakama. Malgré les tensions, une paix fragile a été instaurée. En 1999, Chissano a été réélu pour un dernier mandat. Il fut remplacé par Armando Guebuza, qui a remporté les élections de 2004 et de 2009. Durant cette période, le FRELIMO a maintenu sa domination politique, alors que déclinait l'influence de la RENAMO, en partie asphyxiée par le FRELIMO, qui contrôlait les ressources de l'État. L'essor d'un deuxième parti, le Movimento Democrático de Moçambique (MDM), est venu davantage fragmenter l'opposition.

Entre 2010 et 2019, la politique électorale mozambicaine a été marquée par une grande précarité, caractérisée par de nouvelles tensions et des menaces de reprise du conflit armé. En 2012, la RENAMO a repris la lutte armée, dénonçant des fraudes électorales et l'exclusion. Les affrontements se sont intensifiés, notamment à l'approche des élections municipales de 2013. Un cessez-le-feu a été conclu avant les élections

de 2014, remportées par Felipe Nyusi. La RENAMO a, cependant, de nouveau dénoncé la persistance de fraudes électorales. En 2017, une violente insurrection islamiste liée à l'État islamique a éclaté dans la province septentrionale de Cabo Delgado, faisant des morts et des centaines de milliers de personnes déplacées. L'aggravation du conflit a mobilisé des acteurs régionaux et internationaux, dont les forces rwandaises, dans le soutien contre l'insurrection.

Les violences postélectorales de 2024-2025 ont marqué une nouvelle phase dans la trajectoire politique du Mozambique. À la suite des élections municipales très contestées de 2023, le FRELIMO a été confronté à de graves accusations de fraude généralisée, déclenchant manifestations et troubles. Au cœur de la controverse se trouvait Venâncio Mondlane, alors candidat de la RENAMO à la mairie de Maputo, qui s'est ensuite présenté comme candidat indépendant à l'élection présidentielle de 2024. Des rapports suggèrent que Mondlane a rompu les liens avec la RENAMO après que ce parti a accepté les résultats de l'élection contestée.

On peut raisonnablement affirmer que les défis politiques actuels du Mozambique sont profondément ancrés dans l'héritage marxiste-léniniste du FRELIMO. À l'instar d'autres « mouvements de libération au pouvoir » en Afrique (MPLA en Angola, SWAPO en Namibie, ZANU-PF au Zimbabwe et ANC en Afrique du Sud), le FRELIMO a été critiqué pour avoir consolidé le pouvoir de l'État au profit d'intérêts partisans, une pratique qui a progressivement miné sa légitimité politique. Le mécontentement de la population semble davantage provenir d'une frustration face à la domination du FRELIMO que d'un soutien sincère à des figures de l'opposition comme Venâncio Mondlane, dont l'admiration pour Jair Bolsonaro et Donald J. Trump témoigne d'une troublante naïveté idéologique. Les récentes manifestations font écho aux tactiques observées lors de soulèvements postélectoraux similaires aux États-Unis (6 janvier 2021) et au Brésil (8 janvier 2023).

Au début de son mandat postindépendance, le FRELIMO avait pour objectif d'établir un État socialiste par la nationalisation, la planification centralisée et de vastes réformes sociales, s'inscrivant dans la lignée d'expériences socialistes plus larges menées en Afrique pendant la guerre froide. Cependant, à l'instar de nombreuses initiatives similaires sur le continent, les politiques du FRELIMO se sont heurtées à d'importants défis, notamment l'ingérence directe, du système capitaliste mondial dominant, qui laissait peu de place à l'expérimentation socialiste. La nationalisation brutale des industries et la collectivisation de l'agriculture par le FRELIMO, combinées à une mauvaise gestion économique et à des inefficacités systémiques, ont aggravé les difficultés du pays. Le manque de personnel qualifié, exacerbé par l'exode massif des colons portugais, a entraîné d'importants revers administratifs et techniques. De plus, le contrôle excessif de l'État a étouffé l'initiative privée et contribué à aggraver la stagnation économique.

Une partie des défis extérieurs du Mozambique provenait de son implication dans les rivalités de la guerre froide. Le FRELIMO s'est aligné sur l'Union soviétique et Cuba, tandis que l'Afrique du Sud et la Rhodésie (Zimbabwe), pays voisins soumis au régime d'apartheid, soutenaient l'insurrection anticommuniste de la RENAMO. La guerre civile qui en a résulté (1977-1992) a dévasté l'économie et le tissu social du pays, compromettant gravement la capacité du FRELIMO à concrétiser sa vision socialiste. L'expérience du FRELIMO est, en quelque sorte, similaire à celle d'autres États socialistes africains. À l'instar de l'Ujamaa de Julius Nyerere en Tanzanie, la collectivisation au Mozambique n'a pas permis d'atteindre l'autosuffisance agricole. Et, à l'instar du régime du Derg en Éthiopie, le FRELIMO a dû faire face à des insurrections armées qui ont déstabilisé sa gouvernance. Cependant, contrairement à l'Éthiopie, les dirigeants socialistes du Mozambique ont plus eu recours à la mobilisation de masse pour maintenir leur pouvoir qu'aux purges autoritaires. À la fin des années 1980, le modèle socialiste mozambicain s'est effondré sous le poids combiné d'une crise économique prolongée, d'une guerre civile et d'une pression internationale croissante. En 1990, le FRELIMO a officiellement abandonné le marxisme, adopté la démocratie multipartite et lancé des réformes axées sur le marché, s'inscrivant ainsi dans une évolution continentale plus large, et s'éloignant de la gouvernance socialiste en Afrique.

Rétrospectivement, l'expérience marxiste du FRELIMO peut être considérée comme une tentative audacieuse, mais à terme inadaptée, de transformation radicale. Malgré des progrès sociaux notables dans des domaines tels que l'éducation et la santé, ses politiques économiques sont devenues intenables et la guerre civile prolongée a gravement entravé tout développement significatif. L'expérience du FRELIMO met en évidence les grands défis auxquels ont été confrontées les nations africaines dans la mise

en œuvre de modèles socialistes dans des contextes postcoloniaux, notamment marqués par une fragilité économique, des pressions géopolitiques et une opposition interne.

Le contexte esquissé dans cet éditorial permet de cadrer les interventions de ce numéro spécial du *Bulletin du Codesria*. Ce numéro spécial rassemble les voix d'un groupe d'intellectuels mozambicains qui ont étudié les violences postélectorales. Leurs analyses doivent être interprétées dans le contexte d'une société fortement polarisée, où, comme critères de validation des affirmations, les opinions politiques fortes rivalisent avec la rigueur analytique. Les auteurs réunis dans ce volume ont des perspectives politiques différentes et, en ce sens, représentent un large éventail d'opinions au Mozambique.

Elísio Macamo, rédacteur invité de ce *Bulletin*, se concentre sur le paradoxe de la violence comme force destructrice et moyen d'affirmation de la citoyenneté au Mozambique. Egna Sidumo enquête sur l'échec du dialogue postélectoral au Mozambique, affirmant qu'une méfiance politique profondément ancrée et des faiblesses institutionnelles entravent une consolidation démocratique efficace. Rui Miguel Lamarques et ses coauteurs explorent les retards historiques et politiques qui ont ralenti le développement du Mozambique, tandis que Tomás Vieira Mário examine le rôle de la presse mozambicaine dans la couverture d'élections à haut risque. Tomás Timbane évalue les mécanismes juridiques de contestation et de validation des résultats électoraux au Mozambique, en accordant une attention particulière à l'efficacité du système judiciaire et à l'intégrité électorale. Ruth Castel-Branco aborde les questions plus larges d'inégalités, de chômage et de troubles sociaux engendrés par une pauvreté généralisée, l'une des causes sous-jacentes de la crise postélectorale. Dilman Michaque Gabriel Mutisse, quant à lui, examine l'impact des réseaux sociaux sur les manifestations à Maputo, explorant la manière dont les plateformes numériques façonnent l'activisme, la mobilisation et le discours politique. Dans un intéressant effet de miroir inversé disciplinaire, Katia Taela examine le climat politique postélectoral au Mozambique à travers le prisme de l'anthropologie féministe, avec une analyse des réponses intellectuelles et militantes aux crises actuelles. Enfin, Egídio Chaimite présente un panorama des incertitudes politiques et économiques du Mozambique, offrant un éclairage sur les évolutions et les potentiels défis futurs.

Godwin R. MURUNGA
Le Secrétaire exécutif
CODESRIA
&
Patrícia Godinho GOMES
Administratrice de programme
CODESRIA

* Cet éditorial a été initialement rédigé en anglais